

Sacha BRIAND – Candidat UMP (31)

1^{ère} circonscription



Fédération régionale des Associations de protection de la Nature et de l'environnement



**Questionnaire à destination des candidats aux Elections
Législatives de 2012, relatif à l'Appel des 3000 :**

Nous vous sollicitons sur des problématiques environnementales en tant que candidat(e) aux élections législatives en Région Midi-Pyrénées. Nous vous invitons à développer votre réponse si vous le souhaitez.

- 1) En mars 2011, l'accident nucléaire de Fukushima a provoqué de nombreuses réactions et a remis en cause la fiabilité des installations nucléaires de notre pays (traitement des déchets, ancienneté des centrales françaises...). Quelle est votre **position sur le nucléaire civil** sachant qu'une centrale est située à Golfech, dans le département de Tarn et Garonne ?

« Favorable au nucléaire civil parallèlement au développement des énergies renouvelables. Renforcement de la sécurité et de la transparence de la production nucléaire et du rôle des CCI. »

- 2) Soutiendrez-vous par exemple, le **développement des énergies renouvelables** pour pouvoir diminuer la production d'électricité d'origine nucléaire et ainsi, **sortir du nucléaire entre 2030 et 2035 ?**

OUI

NON

Si oui, comment en tant que législateur ou dans votre circonscription ?

Si non, pourquoi ?

« Oui à la réduction mais sortie du nucléaire ne peut être fixée arbitrairement à 2030 ou 2035. »

« Atteignons déjà l'objectif de 23% d'énergie renouvelable puis dépassons le et ensuite on pourra parler de la sortie potentielle du nucléaire. »

- 3) Dans la mesure où les ressources en énergies fossiles (gaz, pétrole...) diminuent considérablement et qu'au contraire, la demande des ménages et des industries explose, quel(s) dispositif(s) seriez-vous prêt(e) à mettre en place pour que votre circonscription s'engage dans une **démarche de transition énergétique** ?

« Oui sur le principe. »

- 4) Serez-vous prêt par exemple, à soutenir la **création d'un fond d'efficacité énergétique** pour financer la rénovation énergétique des bâtiments, indispensable étape pour l'indépendance

énergétique de la France ? Des retombées très positives y compris en emplois concerneraient divers territoires de notre région.

OUI

NON

Si oui, pourquoi ?

« Oui »

- 5) Etes-vous par exemple, favorable à la mise en place d'une **réforme fiscale** qui, en mettant en œuvre le **principe du « pollueur payeur »**, permettrait de dégager des fonds pour amorcer la transition écologique de l'économie sans pour autant solliciter le budget de l'Etat ?

OUI

NON

Si oui, comment l'imaginez-vous ?

« Oui »

« Condition préalable : ne pas augmenter la charge et le coût de production des entreprises en situation de concurrence internationale. »

- 6) Face à la hausse des prix du carburant, aux impacts environnementaux et sanitaires des transports, le réel défi est de trouver des alternatives à l'utilisation des véhicules motorisés individuels utilisés en solo. De quelle façon inciteriez-vous les citoyens de votre circonscription à utiliser des **moyens de transport plus respectueux de l'environnement et plus économiques** et plus largement, à faire évoluer leur mobilité ?

« Je suis convaincue de la capacité à développer des véhicules hybrides ou 100% électriques à court terme permettant de réduire la quantité de la pollution et la consommation d'énergie fossile. »

- 7) Les avis divergent concernant une éventuelle **exploitation des gaz et huiles de schiste**. Certains y voient un marché potentiel (exportations, création d'emplois...) tandis que d'autres dénoncent les effets néfastes d'une telle exploitation sur l'environnement (facture hydraulique, pollution des nappes phréatiques...). Certaines zones de Midi-Pyrénées sont directement concernées. En tant que candidat(e) aux législatives, êtes-vous favorable à l'exploitation du gaz de schiste ?

OUI

NON

Si vous êtes favorable, pourquoi ?

Si vous n'êtes pas favorable, que ferez-vous en tant que législateur si vous êtes élu(e) ?

« Non, tant que des procédés d'exploitation sûrs ne seront pas développés. »

- 8) Encouragerez-vous les agriculteurs à se diriger vers une agriculture de qualité, en aidant à **convertir 20% de la surface agricole en bio d'ici 2020** et **en réduisant d'environ 50% l'usage des pesticides d'ici 2018** ?

OUI

NON

Si oui, quelles mesures concrètes seriez-vous prêt(e) à soutenir dans votre circonscription ?

Si non, pourquoi ?

« C'est au consommateur de faire le choix et d'en assumer le coût. Je suis favorable à l'aide aux exploitants sur la gestion des apports en pesticides afin de réduire la consommation de ces produits. »

- 9) Soutiendrez-vous **l'objectif de zéro artificialisation nette du territoire en 2025**, pour enrayer la perte de la biodiversité et le gaspillage des espaces naturels, agricoles et forestiers ? En Midi-Pyrénées, cela concerne principalement l'aire urbaine toulousaine mais certains projets d'infrastructure linéaire, notamment s'ils se concrétisent, participeront eux aussi à l'augmentation de l'artificialisation.

OUI

NON

Si oui, comment ?

Si non, pourquoi ?

« Oui, à la condition de maintenir la capacité à offrir une diversité de typologie de logement.

La métropole verticale n'est pas le modèle du paradis. Je suis favorable à la revitalisation des territoires urbanisés existants. »

- 10) La **Trame Verte et Bleue** est une mesure issue du Grenelle de l'Environnement qui vise à **aménager le territoire de façon cohérente avec l'écosystème** présent (espèces animales et végétales). Soutiendrez-vous **la mise en œuvre réelle de cette Trame** dans le pays et en particulier dans votre circonscription ?

OUI

NON

Si oui, quelle action vous paraît prioritaire pour la mise en œuvre ?

Si non, pourquoi ?

« Oui. Classement en zone protégée. »

- 11) Soutiendrez-vous **une réforme de la fiscalité** pour encourager le **développement de l'économie de proximité et des circuits courts** (industrie, agriculture...) ? Globalement, Midi-Pyrénées a un conséquent déficit entre les flux de marchandises entrant et sortant de la région, elle est très fortement « importatrice », ce qui nuit à l'économie régionale et renchérit le coût du transport du fret diminuant la compétitivité de ses acteurs économiques.

OUI

NON

Si oui, en quoi cela vous semble important ?

Si non, pourquoi ?

« Non, cela me semble un peu utopique. Il faut développer le fret fluvial et ferroviaire mais la logique de production autarcique locale me semble improbable. »

- 12) Etes-vous favorable au développement d'un **programme d'éducation populaire à la consommation responsable et à la préservation de la nature et de l'environnement** afin notamment d'offrir des débouchés à ces entreprises de proximité et pour que le plus grand nombre de citoyens deviennent des « consom'acteurs » ?

OUI

NON

Si oui, quelles mesures vous paraissent prioritaires ?

Si non, pourquoi ?

« Oui, à la condition de son financement par l'économie réelle et pas par les fonds publics. Si c'est au profit des entreprises de proximité et que c'est utile et efficace, je ne doute pas qu'elles y contribueront. »

13) Le **partage de l'eau** est l'un des enjeux majeurs du XXIème siècle et la région Midi-Pyrénées connaît d'importants déficits en eau en raison des faibles précipitations de cet hiver. Quelle(s) mesure(s) prendrez-vous pour **répondre aux besoins en eau des professionnels et des particuliers** en perturbant le moins possible le rythme de régénération des nappes phréatiques ?

« Améliorer la productivité des réseaux d'EP, réduire la consommation par les normes d'équipements domestiques et rationaliser l'arrosage agricole. »

14) Soutiendrez-vous **l'adoption d'une feuille de route « Océans »** dans le cadre de Rio+20 pour **encadrer les activités humaines ayant des impacts sur la biodiversité** notamment en haute mer ? En effet, en l'état actuel du droit international, la grande majorité des formes de la biodiversité planétaire ne relève d'aucun cadre de protection spécifique ; c'est donc un enjeu qui nous concerne tous.

OUI

NON

« Oui »

15) Etes-vous favorable à **la création d'un statut pour les bénévoles associatifs** afin de permettre un dialogue environnemental réel et équitable ainsi qu'un réseau associatif riche et vivant, aux différentes échelles territoriales ?

OUI

NON

« Je suis favorable au développement des fondations telles qu'elles existent aux Etats-Unis (financement par les fonds privés). La statut de bénévole me semble relever d'une force de professionnalisation de la vie associative en rupture avec l'esprit de la loi de 1901. »